

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;
Gelet op de beraadslaging van de Regering van 5 februari 1998,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, alsook op de statutaire personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder Sectorcomité XVII, opgericht krachtens artikel 19 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Art. 2. De bij artikel 1 bedoelde personeelsleden die in dienstactiviteit zijn, bekomen, op hun aanvraag, het verlof dat noodzakelijk is om zich te kunnen begeven naar plaatsen waar prenatale medische onderzoeken worden georganiseerd en om prenatale medische onderzoeken te kunnen ondergaan, indien deze onderzoeken niet buiten de diensturen kunnen plaatsvinden.

Elke aanvraag moet met elk nuttig bewijs worden gestaafd.

Dit verlof wordt met een periode dienstactiviteit gelijkgesteld.

Overeenkomstig artikel 76 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, behouden de betrokken personeelsleden, gedurende de duur van hun verlof, hun recht op wedde en op bevordering tot een hogere wedde.

Art. 3. De Minister van ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 17 februari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 1150

[C - 98/29170]

**2 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant la réglementation relative à l'organisation de l'enseignement secondaire
et à la sanction des études dans l'enseignement secondaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment les articles 15, alinéa 2, 95, 98, §§ 3 et 4 et 103;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, l'arrêté royal du 1^{er} juin 1987, l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993, 20 juin 1994, 24 avril 1995, 15 juillet 1996 et 13 juin 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'enseignement secondaire, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 11 mars 1991, 17 septembre 1991, 18 septembre 1991, 25 septembre 1991, 19 juin 1992, l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 1995, le décret du 24 juin 1996 et l'arrêté du Gouvernement du 11 septembre 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1990 relatif aux attestations, certificats et diplômes sanctionnant les études secondaires de plein exercice, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 27 mars 1995 et 15 mai 1995;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 février 1998;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 5 février 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 mars 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 1998,

Arrête :

**CHAPITRE I^{er}. — Modifications à l'arrêté royal du 29 juin 1984
relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire**

Article 1^{er}. Dans l'article 7 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« 3° l'expression « Conseil de recours » désigne le Conseil de recours visé à l'article 97 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. »;

2° dans l'alinéa 2, les termes « Les conseils » sont remplacés par les termes : « Les conseils visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2° ».

Art. 2. Dans l'article 8 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les termes « Les conseils » sont remplacés par les termes « Les conseils visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 2° »;

2° il est ajouté un alinéa 5 libellé comme suit :

« La notification d'une décision du Conseil de recours réformant et remplaçant une décision finale du Conseil de classe est jointe au procès-verbal de celui-ci. »

Art. 3. Dans l'article 11 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 1997, le § 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« 4° soit l'année complémentaire visée aux articles 23, § 7 et 48, § 7. »

Art. 4. Dans l'article 12 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993, complété par les arrêtés du Gouvernement des 20 juin 1994 et 15 juillet 1996 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est complété par les dispositions suivantes :

« d) les titulaires d'une attestation de réussite des premier et deuxième groupes d'épreuves délivrée par le Jury de la Communauté française en application de l'article 35 de l'arrêté du Gouvernement du 31 décembre 1997 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du Jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification et professionnel);

e) les titulaires d'une attestation de réussite des premier, deuxième et troisième groupes d'épreuves délivrée par le Jury de la Communauté française en application des dispositions de l'article 36 de l'arrêté du Gouvernement du 31 décembre 1997 précité;

f) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du 2^e degré, enseignement professionnel, délivré par le Jury de la Communauté française; toutefois le choix d'une orientation d'études est soumis à l'avis favorable du Conseil d'admission;

g) les titulaires du certificat correspondant au CESI visé à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 24 juillet 1996 approuvant le dossier de référence de la section « CESI - Orientation générale » de l'enseignement de promotion sociale de régime 1. »;

2° le 2° est complété par la disposition suivante :

« e) les titulaires du certificat correspondant au CESI délivré par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 24 juillet 1996 précité. »

Art. 5. Dans l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989, l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993, complété par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 1997 sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° peuvent être admis comme élèves réguliers en cinquième année organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique de type I,

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année de l'enseignement secondaire dans une de ces formes d'enseignement;

b) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, enseignement général, technique ou artistique, délivré par le Jury de la Communauté française. »;

2° le 3° est complété par la disposition suivante :

« e) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du 2^e degré, enseignement général, technique, artistique ou professionnel, délivré par le Jury de la Communauté française. »

Art. 6. L'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 est complété par un § 3 libellé comme suit :

« § 3. Durant les années scolaires 1998-1999 et 1999-2000, conserveront la qualité d'élève régulier les élèves qui répéteront la sixième année d'enseignement technique ou professionnel dans une autre forme, dans une autre section ou dans une autre orientation d'études, suite à l'application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire. »

Art. 7. Dans l'article 20 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, le § 3, 1° est complété comme suit : « ainsi que les passages de l'année complémentaire visée aux articles 23, § 7 et 48, § 7 à la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel ».

Art. 8. Dans l'article 21 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 24 avril 1995 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, les termes « et 25, 2° » sont remplacés par les termes « et 25, § 2 »;

2° la 1^{re} phrase du § 3 est complétée par les termes suivants : « ni la deuxième année de l'enseignement professionnel ».

Art. 9. Dans l'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993, 20 juin 1994 et 24 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Le premier degré de l'enseignement secondaire de type I comprenant la deuxième année commune ou la deuxième année de l'enseignement professionnel de type I et, le cas échéant, l'année complémentaire visée au § 7 du présent article ainsi que les troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième années d'études de l'enseignement secondaire de type I sont sanctionnés par une attestation d'orientation sauf si les études sont sanctionnées conformément aux dispositions des articles 24, §§ 2 et 3 et 25, § 2. »;

2° dans le § 2, alinéa 2, la première ligne est complétée par les termes suivants : « et, le cas échéant, l'année complémentaire visée au § 7 du présent article. »;

3° dans le § 2, alinéa 2, 2°, les termes « peut être complétée » sont remplacés par les termes « est complétée »;

4° dans le § 7, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'un élève au moins est amené à parcourir le 1^{er} degré en trois années plutôt qu'en deux en fréquentant une année complémentaire, l'établissement dans lequel il a terminé la deuxième année est tenu d'organiser cette année complémentaire. Celle-ci fait partie du 1^{er} degré. Elle est accessible d'une part aux élèves qui ont obtenu une attestation d'orientation B ou C au terme de la deuxième année commune et d'autre part aux élèves qui ont suivi une deuxième année de l'enseignement professionnel et qui font l'objet d'un avis favorable du conseil d'admission. »

Art. 10. Dans l'article 25 du même arrêté, remplacé par les arrêtés du Gouvernement des 24 avril 1995 et 15 juillet 1996, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré est délivré aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique, artistique ou professionnel. »

Art. 11. Dans l'article 27 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les attestations et certificats visés aux articles 23, 24, 25 et 26, § 2 sont également délivrés en exécution d'une décision du Conseil de recours. »

Art. 12. Dans l'article 32 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les termes « corps professoral » sont remplacés par les termes « conseil de classe »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« 3° l'expression « Conseil de recours » désigne le Conseil de recours visé à l'article 97 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre »;

3° dans l'alinéa 2 les termes « corps professoral » sont remplacés par les termes « conseil de classe » et la phrase « Les dispositions de l'article 8, alinéas 2, 3 et 4 leur sont applicables » est remplacée par la phrase « Les dispositions de l'article 8, alinéas 2, 3, 4 et 5 leur sont applicables »;

4° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les établissements et pour les années d'études où il existe, le conseil d'admission remplace le jury d'admission ».

Art. 13. Dans l'article 33 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans les §§ 4 et 5, les termes « corps professoral » sont remplacés par les termes « conseil de classe »;

2° dans le § 5*bis*, les termes « respectivement du corps professoral ou » sont supprimés.

Art. 14. Dans l'article 35 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, le § 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« 4° soit l'année complémentaire visée aux articles 23, § 7, et 48, § 7 ».

Art. 15. Dans l'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 et complété par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est complété par les dispositions suivantes :

« f) les titulaires d'une attestation de réussite des premier et deuxième groupes d'épreuves délivrée par le Jury de la Communauté française en application de l'article 35 de l'arrêté du Gouvernement du 31 décembre 1997 précité;

g) les titulaires d'une attestation de réussite des premier, deuxième et troisième groupes d'épreuves délivrée par le Jury de la Communauté française en application des dispositions de l'article 36 de l'arrêté du Gouvernement du 31 décembre 1997 précité;

h) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du 2^e degré, enseignement professionnel, délivré par le Jury de la Communauté française; toutefois le choix d'une orientation d'études est soumis à l'avis favorable du Jury d'admission;

i) les titulaires du certificat correspondant au CESI délivré par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 24 juillet 1996 précité. »;

2° le 2° est complété par la disposition suivante :

« e) les titulaires du certificat correspondant au CESI délivré par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 24 juillet 1996 précité »;

3° le 3° est complété par la disposition suivante :

« e) les titulaires du certificat correspondant au CESI délivré par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 24 juillet 1996 précité. »

Art. 16. Dans l'article 38 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 et complété par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° peuvent être admis comme élèves réguliers en cinquième année, au niveau secondaire supérieur de l'enseignement général, technique ou artistique de type II :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année d'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

b) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, enseignement général, technique ou artistique délivré par le Jury de la Communauté française. »;

2° le 3° est complété par la disposition suivante :

« e) les titulaires du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, enseignement général, technique, artistique ou professionnel, délivré par le Jury de la Communauté française. »

Art. 17. Dans l'article 45 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993 et 15 juillet 1996, le § 1^{er}, 1° est complété par la disposition suivante : « en ce compris les passages de l'année complémentaire visée aux articles 23, § 7 et 48, § 7 du présent arrêté à la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel ».

Art. 18. Dans l'article 46 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 20 juin 1994, 24 avril 1995 et 15 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, les termes « et 50, 2° » sont remplacés par les termes « et 50, § 2 »;

2° la 1^{re} phrase du § 3 est complétée par les termes suivants : « ni la deuxième année de l'enseignement professionnel ».

Art. 19. Dans l'article 48 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 20 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « L'ensemble des deux premières années d'études de l'enseignement secondaire de type II, l'année complémentaire visée au § 7 du présent article, les troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième années d'études de l'enseignement de type II sont sanctionnés par une attestation d'orientation, sauf si les études sont sanctionnées conformément aux dispositions des articles 49, §§ 2 et 3 et 50, § 2. »;

2° dans le § 2, alinéa 2, la 1^{re} ligne est complétée par les termes suivants : « et, le cas échéant de l'année complémentaire visée au § 7 du présent article. »;

3° dans le § 2, alinéa 2, 2°, les termes « peut être complétée » sont remplacés par les termes « est complétée »;

4° dans le § 6, les termes « corps professoral » sont remplacés par les termes « conseil de classe »;

5° dans le § 7, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « Lorsqu'un élève au moins est amené à parcourir le 1^{er} degré en trois années plutôt qu'en deux en fréquentant une année complémentaire, l'établissement dans lequel il a terminé la deuxième année est tenu d'organiser cette année complémentaire. Celle-ci fait partie du 1^{er} degré. Elle est accessible d'une part aux élèves qui ont obtenu une attestation d'orientation B ou C au terme de la deuxième année d'enseignement secondaire et d'autre part aux élèves qui ont suivi une deuxième année de l'enseignement professionnel et qui font l'objet d'un avis favorable du Jury d'admission. »

Art. 20. Dans l'article 49 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 3 juillet 1985 et 1^{er} juin 1987, les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993, 20 juin 1994 et 15 juillet 1996, les termes « corps professoral » figurant dans le § 1^{er} sont remplacés par les termes « conseil de classe ».

Art. 21. Dans l'article 50 du même arrêté, remplacé par les arrêtés du Gouvernement des 24 avril 1995 et 15 juillet 1996, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré est délivré aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique, artistique ou professionnel. »

Art. 22. Dans l'article 52 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les termes « corps professoral » sont remplacés par les termes « conseil de classe »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les attestations et certificats visés aux articles 48, 49, 50 et 51, § 2 sont également délivrés en exécution d'une décision du Conseil de recours. »

Art. 23. L'article 56*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 24 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les élèves de la quatrième année de l'enseignement secondaire général, technique, artistique ou professionnel dont le caractère régulier ne sera pas reconnu à l'issue d'un contrôle effectué au cours de cette quatrième année devront, pour conserver la qualité d'élève régulier, obtenir le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré devant le Jury de la Communauté française avant la fin de la cinquième année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut, en raison de circonstances particulières et exceptionnelles, et pour des cas individuels, autoriser les élèves visés au § 1^{er} à obtenir le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, devant le Jury de la Communauté française, avant la fin de la sixième année de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel. Les élèves concernés conservent la qualité d'élève libre jusqu'à régularisation éventuelle de leur situation. Une fois obtenu le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue aux intéressés pour l'année scolaire en cours et, le cas échéant, pour les années scolaires antérieures.

§ 3. A titre transitoire, les élèves dont le caractère régulier n'aura pas été reconnu à l'issue d'un contrôle effectué au cours de la quatrième année d'enseignement secondaire général, technique ou artistique auront la possibilité de conserver la qualité d'élève régulier, soit :

1° en obtenant devant le Jury de la Communauté française pour le 30 juin 1999 au plus tard soit l'attestation de réussite des premier et deuxième groupes d'épreuves, soit l'attestation de réussite des premier, deuxième et troisième groupes d'épreuves, respectivement en application des dispositions de l'article 35 et de l'article 36 de l'arrêté du Gouvernement du 31 décembre 1997 précité;

2° en obtenant, pour le 30 juin 1999 au plus tard, le certificat correspondant au certificat de l'enseignement secondaire inférieur visé à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 24 juillet 1996 précité. »

Art. 24. L'article 58 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 24 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions des articles 15 et 38 du présent arrêté et uniquement en vue de l'obtention du certificat de qualification, le Ministre ou son délégué peut dispenser :

1° les porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre reconnu comme équivalent conformément à la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers :

a) des conditions d'admission en cinquième année d'études organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire technique, artistique ou professionnel de type I ou en cinquième année d'études de l'enseignement secondaire technique, artistique ou professionnel de type II;

b) de certains cours enseignés;

2° les porteurs du certificat d'études et du certificat de qualification de la sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel ou d'un titre reconnu comme équivalent conformément à la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers :

a) des conditions d'admission en cinquième année d'études organisée au troisième degré de l'enseignement secondaire professionnel de type I ou en cinquième année d'études du cycle supérieur de l'enseignement secondaire professionnel de type II;

b) de certains cours enseignés.

§ 2. Si, conformément aux dispositions du § 1^{er} du présent article, des dispenses de certains cours sont octroyées, la durée des études peut être limitée à une seule année scolaire, l'intéressé est considéré comme élève régulier de la sixième année d'études.

La limitation de la durée des études ne peut pas avoir comme conséquence que l'élève suit moins de 28 périodes hebdomadaires.

En outre, cette limitation de la durée des études à une seule année ne pourra jamais être accordée, dans le cas du passage d'une orientation d'études de type I ou d'une section de type II vers une orientation d'études non correspondante de type I ou vers une orientation non correspondante de type II.

§ 3. Dans la 7^e année d'enseignement professionnel de perfectionnement ou de spécialisation sanctionnée par le certificat de qualification ou par le certificat d'enseignement secondaire supérieur et le certificat de qualification, poursuivie uniquement en vue de l'obtention du seul certificat de qualification, le Ministre ou son délégué peut dispenser de certains cours enseignés les porteurs du certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur obtenu dans une orientation d'études ou dans une section correspondante de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel.

Pour les porteurs du certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur obtenu dans l'enseignement professionnel, la correspondance peut être établie par rapport à l'orientation d'études ou à la section suivie en 6^e année. »

Art. 25. L'article 59 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice de l'application, dans certains cas, de l'arrêté du Gouvernement du 3 janvier 1995 relatif à l'intégration permanente dans l'enseignement ordinaire de certains élèves relevant de l'enseignement spécial, les passages de l'enseignement spécial à l'enseignement secondaire ordinaire doivent s'opérer dans le respect des conditions d'admission fixées par le présent arrêté.

Dans des cas individuels et exceptionnels, le Ministre peut, à la demande du chef d'établissement s'appuyant sur un avis motivé du Conseil ou du Jury d'admission, dispenser des conditions fixées aux articles 9 à 15 et 35 à 38 les élèves qui veulent passer de l'enseignement spécial à l'enseignement secondaire de type I ou de type II.

L'autorisation de passage de l'enseignement spécial à l'enseignement secondaire ordinaire nécessite l'avis favorable du Conseil ou du Jury d'admission, la demande écrite des parents, de la personne exerçant l'autorité parentale ou de l'élève s'il est majeur, l'attestation d'avis de l'organisme de guidance et, si elle a été saisie, l'avis de la Commission consultative compétente de l'enseignement spécial.

Sans préjudice des dispositions de l'article 21, § 3 du même arrêté, les élèves issus de l'enseignement spécial ne peuvent fréquenter le premier degré pendant plus de trois années scolaires, en ce compris l'année ou les années accomplies dans l'enseignement secondaire spécial. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'enseignement secondaire*

Art. 26. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1989 réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats de l'enseignement secondaire, remplacé par l'arrêté de l'Exécutif du 19 juin 1992 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 1995, est complété par l'alinéa 4 suivant :

« Au cas où un certificat d'enseignement secondaire supérieur est délivré conformément à une décision du Conseil de recours prise en application de l'article 98, §§ 3 et 4 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, le dossier d'homologation est transmis au président de la Commission dans les vingt jours qui suivent la notification faite au chef d'établissement de la décision du Conseil de recours. »

Art. 27. Dans l'article 7 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 1995, le b) est complété comme suit : « et, le cas échéant la notification de la décision du Conseil de recours visé à l'article 6, alinéa 4; ».

CHAPITRE III. — *Modification à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1990 relatif aux attestations, certificats et diplôme sanctionnant les études secondaires de plein exercice*

Art. 28. Dans l'article 14 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1990 relatif aux attestations, certificats et diplôme sanctionnant les études secondaires de plein exercice, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 1995, dans le § 1^{er} sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les termes « de la date de début à la date de fin de l'année scolaire » sont remplacés par les termes « du 1^{er} septembre au 30 juin »;

2° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les attestations et certificats porteront la date du 30 juin sauf :

1° en cas de délivrance à l'issue d'épreuves de repêchage; dans ce cas, la date mentionnée sur le titre sera celle du 15 septembre;

2° en cas de délivrance en exécution d'une décision du Conseil de recours instauré en vertu du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre; dans ce cas, la date mentionnée sur le titre sera celle de la décision du Conseil de recours. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 30. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 avril 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 98 — 1150

[C - 98/29170]

2 APRIL 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de reglementering betreffende de organisatie van het secundair onderwijs en de bekrachtiging van de studies in het secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op de artikelen 15, lid 2, 95, 98, §§ 3 en 4 en 103;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, het koninklijk besluit nr. 438 van 11 augustus 1986, het koninklijk besluit van 1 juni 1987, het besluit van de Executieve van 30 augustus 1989 en de besluiten van de Regering van 19 juli 1993, 20 juni 1994, 24 april 1995, 15 juli 1996 en 13 juni 1997;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1989 tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 11 maart 1991, 17 september 1991, 18 september 1991, 25 september 1991, 19 juni 1992, het besluit van de Regering van 15 mei 1995, het decreet van 24 juni 1996 en het besluit van de Regering van 11 september 1996;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 april 1990 betreffende de attesten, getuigschriften en diploma die de secundaire studies met volledig leerplan bekrachtigen, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 27 maart 1995 en 15 mei 1995;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 februari 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1998 over de vraag om advies te verlenen door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 maart 1998 bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 maart 1998,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

Artikel 1. Aan artikel 7 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« 3° de uitdrukking "Raad van beroep" duidt de Raad van beroep aan bedoeld bij artikel 97 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. »;

2° in lid 2, worden de woorden "De raden" vervangen door de woorden : "De raden bedoeld bij lid 1, 1° en 2°".

Art. 2. Aan artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, worden de woorden "De raden" vervangen door de woorden "De raden bedoeld bij artikel 7, lid 1, 1° en 2°";

2° er wordt een lid 5 luidend als volgt toegevoegd :

« De kennisgeving van een beslissing van de Raad van beroep tot hervorming en vervanging van een eindbeslissing van de Klasseraad wordt bij het proces-verbaal ervan gevoegd. »

Art. 3. In artikel 11 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 15 juli 1996 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 13 juni 1997, wordt § 1 met de volgende bepaling aangevuld :

« 4° ofwel het bijkomend jaar bedoeld bij de artikelen 23, § 7 en 48, § 7. »

Art. 4. Aan artikel 12 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 19 juli 1993, aangevuld met de besluiten van de Regering van 20 juni 1994 en 15 juli 1996 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 13 juni 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt met volgende bepalingen aangevuld :

« d) de titularissen van een attest van welslagen van de eerste en tweede groepen proeven uitgereikt door de Examencommissie met toepassing van artikel 35 van het besluit van de Regering van 31 december 1997 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de Examencommissie van

de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad : algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatie-afdeling), en beroepsonderwijs);

e) de titularissen van een attest van welslagen van de eerste, tweede en derde groepen proeven uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap in toepassing van de bepalingen van artikel 36 van bovengenoemd besluit van de Regering van 31 december 1997;

f) de titularissen van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad, beroepsonderwijs, uitgereikt door de Franse Gemeenschap; de keuze van een studierichting wordt aan het gunstig advies van de Toelatingsraad voorgelegd;

g) de titularissen van het getuigschrift overeenkomend met het CESI bedoeld bij artikel 2 van het besluit van de Regering van 24 juli 1996 ter goedkeuring van het referatedossier van de afdeling "CESI - Orientation générale" van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1. »;

2° het 2° wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« e) de titularissen van het getuigschrift overeenkomend met het CESI uitgereikt door het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 bij toepassing van artikel 2 van voornoemd besluit van de Regering van 24 juli 1996. »

Art. 5. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 30 augustus 1989, het besluit van 19 juli 1993, aangevuld met het besluit van de Regering van 15 juli 1996 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 13 juni 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt door volgende bepaling vervangen :

« 1° tot het vijfde leerjaar ingericht in de derde graad van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs van het type I als regelmatige leerlingen worden toegelaten,

a) de regelmatige leerlingen die het vierde leerjaar van het secundair onderwijs en één van deze onderwijsvormen met vrucht hebben beëindigd;

b) de titularissen van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad, algemeen, technisch of kunstonderwijs, uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap. »;

2° het 3° wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« d) de titularissen van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad, algemeen, technisch, kunst- of beroepsonderwijs, uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap. »

Art. 6. Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 30 augustus 1989 wordt met een § 3, luidend als volgt, aangevuld :

« § 3. Gedurende de schooljaren 1998-1999 en 1999-2000 zullen de hoedanigheid van regelmatige leerling behouden, de leerlingen die voor het zesde jaar technisch of beroepsonderwijs zullen blijven zitten in een andere vorm, een andere afdeling of een andere studierichting, ten gevolge van de toepassing van de bepalingen van het besluit van de Regering van 14 juni 1993 houdende het repertorium van de basisopties in het secundair onderwijs. »

Art. 7. In artikel 20 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 15 juli 1996 wordt de § 3, 1° aangevuld als volgt : "alsook de overgang van het bijkomend jaar bedoeld bij de artikelen 23, § 7 en 48, § 7, naar het derde jaar van het beroepssecundair onderwijs".

Art. 8. Aan artikel 21 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 24 april 1995 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, de woorden "en 25, 2°" worden door de woorden "en 25, § 2" vervangen;

2° de eerste zin van § 3 wordt met de volgende woorden aangevuld : "noch het tweede jaar van het beroepsonderwijs".

Art. 9. Aan artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, het besluit van de Executieve van 30 augustus 1989 en de besluiten van de Regering van 19 juli 1993, 20 juni 1994 en 24 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de § 1 wordt door volgende bepaling vervangen :

« De eerste graad van het secundair onderwijs van type I met inbegrip van het tweede gemeenschappelijk jaar of van het tweede jaar beroepsonderwijs van type I en, desnoods, het bijkomend jaar bedoeld bij § 7 van dit artikel alsook de derde, vierde, vijfde, zesde en zevende studiejaar van het secundair onderwijs van type I worden bekrachtigd door een oriënteringsattest, behoudens wanneer de studies bekrachtigd worden overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 24, §§ 2 en 3 en 25, § 2 »;

2° in § 2, lid 2, wordt de eerste regel met volgende woorden aangevuld :

« en, desgevallend, het bijkomend jaar bedoeld bij § 7 van dit artikel. »;

3° in § 2, lid 2, worden de woorden "kan worden aangevuld" vervangen door de woorden "wordt aangevuld";

4° in § 7 wordt lid 1 vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer minstens een leerling ertoe geleid is de eerste graad af te leggen in een periode van drie jaar eerder dan twee door het volgen van een bijkomend jaar, is de inrichting waarin hij het tweede jaar heeft voltooid ertoe gehouden dit bijkomend jaar te organiseren. Het maakt deel uit van de eerste graad. Het is toegankelijk, enerzijds, voor de leerlingen die op het einde van hun tweede gemeenschappelijke jaar een oriënteringsattest B of C hebben gekregen en, anderzijds, voor de leerlingen die een tweede jaar beroepsonderwijs hebben gevolgd en die een gunstig advies genieten van de toelatingsraad. »

Art. 10. In artikel 25 van hetzelfde besluit, vervangen door de besluiten van de Regering van 24 april 1995 en 15 juli 1996, wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad is uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die het vierde studiejaar beëindigd hebben met vrucht van het algemeen, technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs. »

Art. 11. In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt volgend lid ingevoegd tussen de leden 1 en 2 :

« De attesten en getuigschriften bedoeld bij de artikelen 23, 24, 25 en 26, § 2, worden ook uitgereikt in uitvoering van een beslissing van de Raad van beroep. »

Art. 12. Aan artikel 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, wordt het woord "leraarskorps" vervangen door het woord "klasseraad";

2° lid 1 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« 3° "Raad van beroep" op de Raad van beroep bedoeld bij artikel 97 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren »;

3° in lid 2 wordt het woord "leraarskorps" vervangen door het woord "klasseraad" en de zin "De bepalingen van artikel 8, leden 2, 3 en 4 zijn op hen van toepassing" vervangen door de zin "De bepalingen van artikel 8, leden 2, 3, 4 en 5 zijn op hen van toepassing";

4° lid 3 wordt door volgende bepaling vervangen :

« In de inrichtingen en voor de studiejaren waarvoor hij bestaat, vervangt de toelatingsraad de toelatingscommissie. »

Art. 13. Aan artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985 en het besluit van de Regering van 15 juli 1996 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de §§ 4 en 5 wordt het woord "leraarskorps" vervangen door het woord "klasseraad";

2° in § 5bis worden de woorden "respectief van het leraarskorps of" geschrapt.

Art. 14. In artikel 35 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 15 juli 1996, wordt § 1 aangevuld met de volgende bepaling :

« 4° ofwel het bijkomend jaar bedoeld bij de artikelen 23, § 7 en 48, § 7. »

Art. 15. Aan artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 19 juli 1993 en aangevuld met het besluit van de Regering van 15 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

« f) de titularissen van een attest van welslagen van de eerste of tweede groep proeven uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap met toepassing van artikel 35 van voornoemd besluit van de Regering van 31 december 1997;

g) de titularissen van een attest van welslagen van de eerste, tweede en derde groepen proeven uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap in toepassing van de bepalingen van artikel 36 van voornoemd besluit van de Regering van 31 december 1997;

h) de titularissen van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad, beroepsonderwijs, uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap; niettemin wordt de keuze van een studie-oriëntatie onderworpen aan het gunstig advies van de Toelatingscommissie;

i) de titularissen van het getuigschrift overeenkomend met het CESI uitgereikt door het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 in toepassing van artikel 2 van voornoemd besluit van de Regering van 24 juli 1996. »;

2° het 2° wordt met de volgende bepaling aangevuld :

e) de titularissen van het getuigschrift overeenstemmend met het CESI uitgereikt door het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 in toepassing van artikel 2 van voornoemd besluit van de Regering van 24 juli 1996. »;

3° het 3° wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« e) de titularissen van het getuigschrift overeenstemmend met het CESI uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 in toepassing van artikel 2 van voornoemd besluit van de Regering van 24 juli 1996. »

Art. 16. Aan artikel 38 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 augustus 1989 en het besluit van de Regering van 19 juli 1993 en aangevuld met het besluit van de Regering van 15 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° tot het vijfde leerjaar kunnen als regelmatige leerlingen toegelaten worden, in het hoger secundair niveau van het algemeen, technisch of kunstsonderwijs van type II :

a) de regelmatige leerlingen die hun vierde studiejahr met vrucht hebben beëindigd van het algemeen, technisch of kunstsonderwijs;

b) de titularissen van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad, algemeen, technisch of kunstsonderwijs uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap. »;

2° het 3° wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« e) de titularissen van het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad, algemeen, technisch, kunst- of beroepsonderwijs, uitgereikt door de Examencommissie van de Franse Gemeenschap. »

Art. 17. In artikel 45 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 augustus 1989 en de besluiten van de Regering van 19 juli 1993 en 15 juli 1996, wordt § 1, 1°, aangevuld met de volgende bepaling : "met inbegrip van de overgangen van het bijkomend jaar bedoeld bij de artikelen 23, § 7 en 48, § 7, van dit besluit naar het derde jaar van het beroepssecundair onderwijs".

Art. 18. Aan artikel 46 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 20 juni 1994, 24 april 1995 en 15 juli 1996, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, worden de woorden "en 50, 2°" vervangen door de woorden "en 50, § 2";

2° de eerste zin van § 3 wordt met de volgende woorden aangevuld : "noch het tweede jaar beroepsonderwijs".

Art. 19. Aan artikel 48 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985 en het besluit van de Regering van 20 juni 1994, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt door de volgende bepaling vervangen : "Het geheel van de eerste twee studiejaren van het secundair onderwijs van type II, het bijkomend jaar bedoeld bij § 7 van dit artikel, de derde, vierde, vijfde, zesde en zevende studiejaren van het onderwijs van type II, worden bekrachtigd met een oriënteringsattest, behoudens wanneer de studies bekrachtigd worden overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 49, §§ 2 en 3 en 50, § 2";

2° in § 2, lid 2, wordt de eerste regel aangevuld met de volgende woorden : "en, desgevallend, van het bijkomend jaar bedoeld bij § 7 van dit besluit";

3° in § 2, lid 2, 2°, worden de woorden "kan worden aangevuld" vervangen door de woorden "wordt aangevuld";

4° in § 6, wordt het woord "leraarskorps" vervangen door het woord "klasseraad";

5° in § 7, wordt lid 1 vervangen door de volgende bepaling : "Wanneer minstens een leerling ertoe geleid is de eerste graad af te leggen in een periode van drie jaar eerder dan twee door het volgen van een bijkomend jaar, is de inrichting waarin hij het tweede jaar heeft voltooid ertoe gehouden dit bijkomend jaar te organiseren. Het maakt deel uit van de eerste graad. Het is toegankelijk, enerzijds, voor de leerlingen die op het einde van hun tweede gemeenschappelijke jaar een oriënteringsattest B of C hebben gekregen en, anderzijds, voor de leerlingen die een tweede jaar beroepsopleiding hebben gevolgd en die een gunstig advies genieten van de toelatingsraad".

Art. 20. In artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987, de besluiten van de Regering van 19 juli 1993, 20 juni 1994 en 15 juli 1996 wordt het woord "leraarskorps" dat voorkomt in § 1, vervangen door het woord "klasseraad".

Art. 21. In artikel 50 van hetzelfde besluit, vervangen door de besluiten van de Regering van 24 april 1995 en 15 juli 1996 wordt § 1 door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. Het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad is uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die het vierde studiejaar beëindigd hebben met vrucht van het algemeen, technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs. »

Art. 22. Aan artikel 52 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 wordt het woord "leraarskorps" door het woord "klasseraad" vervangen;

2° het volgende lid wordt ingevoegd tussen lid 1 en 2 :

« De attesten en getuigschriften bedoeld bij de artikelen 48, 49, 50 en 51, § 2, worden ook uitgereikt in uitvoering van een beslissing van de Raad van beroep. »

Art. 23. Artikel 56bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 24 april 1995, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. De leerlingen van het vierde jaar van het algemeen, technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs voor wie de regelmatigheid niet zal worden erkend na een controle uitgeoefend gedurende dat vierde jaar, zullen, om hun hoedanigheid als regelmatige leerling te behouden, het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad moeten bekomen vóór de Examencommissie van de Franse Gemeenschap vóór het einde van het vijfde jaar van het algemeen, technisch, kunst- of beroepsopleiding.

§ 2. De Minister of zijn afgevaardigde kan, in bijzondere en uitzonderlijke omstandigheden, en voor individuele gevallen, leerlingen bedoeld bij § 1 de toelating geven om voor de Examencommissie van de Franse Gemeenschap het getuigschrift van secundair onderwijs tweede graad te bekomen vóór het einde van het zesde jaar van algemeen, technisch, kunst- of beroepsopleiding. De betrokkenen blijven vrij leerling zolang hun toestand niet geregulariseerd is. Wanneer het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad binnen de gestelde termijn bekomen wordt, erkent men de betrokkenen als regelmatige leerling voor het lopende schooljaar en, in voorkomend geval, voor de vorige schooljaren.

§ 3. Bij wijze van overgangsmaatregel, de leerlingen voor wie de regelmatigheid niet erkend werd na een controle uitgevoerd gedurende het vierde jaar van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs, zullen de mogelijkheid genieten hun hoedanigheid als regelmatige leerling te behouden, ofwel :

1° door het bekomen voor de Examencommissie van de Franse Gemeenschap tegen ten laatste 30 juni 1999, ofwel van het attest van wetslagen van de eerste en tweede groepen proeven, ofwel het attest van wetslagen voor de eerste, tweede en derde groepen proeven, respectief in toepassing van de bepalingen van artikel 35 en van artikel 36 van voornoemd besluit van de Regering van 31 december 1997;

2° door het bekomen, tegen ten laatste 30 juni 1999, van het getuigschrift overeenstemmend met het getuigschrift van lager secundair onderwijs bedoeld bij artikel 2 van voornoemd besluit van de Regering van 24 juli 1996. »

Art. 24. Artikel 58 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985 en het besluit van de Regering van 24 april 1995, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 15 en 38 van dit besluit en enkel ter bekoming van het kwalificatiegetuigschrift, kan de Minister of zijn afgevaardigde :

1° de houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs of een overeenkomstig de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, als gelijkwaardig erkende titel vrijstellen van :

a) de toelatingsvoorwaarden tot het vijfde leerjaar ingericht in de derde graad van het technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs van type I of tot het vijfde leerjaar van het technisch, kunst- of beroepssecundair onderwijs van type II;

b) van sommige vakken;

2° de houders van het studiegetuigschrift en van het kwalificatiegetuigschrift van het zesde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs of een overeenkomstig de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, als gelijkwaardig erkende titel vrijstellen van :

a) de toelatingsvoorwaarden tot het vijfde leerjaar ingericht in de derde graad van het beroepssecundair onderwijs van type I of tot het vijfde leerjaar van de tweede cyclus van het beroepssecundair onderwijs van type II;

b) van sommige vakken.

§ 2. Zo, overeenkomstig de bepalingen van § 1 van dit artikel, vrijstelling gegeven wordt van sommige vakken, kan de studieduur beperkt worden tot één schooljaar en wordt de betrokkene beschouwd als zijnde een regelmatige leerling van het zesde studiejaar.

De beperking van de studieduur kan niet ten gevolge hebben dat de leerling minder dan 28 wekelijkse lestijden volgt.

Bovendien zal deze beperking van de studieduur tot één jaar niet kunnen worden verleend, in het geval van de overgang van een studieoriëntatie van type I of van een afdeling van type II naar een niet overeenstemmende studieoriëntatie van type I of naar een niet overeenstemmende studieoriëntatie van type II.

§ 3. Tijdens het zevende jaar van het beroepsonderwijs voor vervolmaking en specialisatie, bekrachtigd door het kwalificatiegetuigschrift of door het getuigschrift van hoger secundair onderwijs en het kwalificatiegetuigschrift, enkel gevolgd om het kwalificatiegetuigschrift te bekomen, kan de Minister of zijn afgevaardigde vrijstelling verlenen van sommige vakken aan de houders van het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs verkregen in een studieoriëntatie of in een overeenkomende afdeling van het algemeen, technisch, kunst- of beroepsonderwijs.

Voor de houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs bekomen in het beroepsonderwijs, kan de overeenstemming gesteld worden ten opzichte van de studieoriëntatie of de afdeling gevolgd tijdens het zesde jaar. »

Art. 25. Artikel 59 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 15 juli 1996, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Onverminderd de toepassing, in sommige gevallen, van het besluit van de Regering van 3 januari 1995 betreffende de blijvende integratie, in het buitengewoon onderwijs, van leerlingen die onder het buitengewoon onderwijs ressorteren, de overgang van het buitengewoon onderwijs naar het gewoon secundair onderwijs dient te gebeuren met inachtneming van de toelatingsvoorwaarden bepaald bij dit besluit.

Op verzoek van het inrichtingshoofd, steunend op een met redenen omkleed advies van de Toelatingsraad of Toelatingscommissie kan de Minister voor individuele gevallen vrijstelling verlenen van de voorwaarden bepaald in de artikelen 9 tot 15 en 35 tot 38, aan de leerlingen die van het buitengewoon onderwijs naar het secundair onderwijs van type I of type II willen overgaan.

De toelating voor overgang van het buitengewoon onderwijs naar het gewoon secundair onderwijs kan worden bekomen op voorlegging van een gunstig advies van de toelatingsraad of de toelatingscommissie, de schriftelijke aanvraag van de ouders, van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of van de leerling, indien hij of zij meerderjarig is, het attest met het advies van de begeleidingsinstelling en, indien zij er werd om gevraagd, het advies van de bevoegde Adviescommissie van het buitengewoon onderwijs.

Onverminderd de bepalingen van artikel 21, § 3 van hetzelfde besluit, kunnen de leerlingen afkomstig van het buitengewoon onderwijs in de eerste graad niet langer blijven dan drie schooljaren, met inbegrip van het jaar of de jaren in het buitengewoon secundair onderwijs. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1989 tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs

Art. 26. Artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1989 tot regeling van de inrichting en werking van de Commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs, vervangen door het besluit van de Executieve van 19 juni 1992 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 mei 1995, wordt met volgend lid 4 aangevuld :

« Wanneer een getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt uitgereikt overeenkomstig een beslissing van de Raad van beroep genomen ter toepassing van artikel 98, §§ 3 en 4 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt het homologatiedossier overgezonden naar de voorzitter van de Commissie binnen de twintig dagen die volgen op de kennisgeving aan het inrichtingshoofd van de beslissing van de Raad van beroep. »

Art. 27. In artikel 7 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van 15 mei 1995, wordt de b) aangevuld als volgt : "en, desgevallend, de kennisgeving van de beslissing van de Raad van beroep bedoeld bij artikel 6, lid 4,".

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1990 betreffende de attesten, getuigschriften en diploma die de secundaire studies met volledig leerplan bekrachtigen

Art. 28. Aan artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1990 betreffende de attesten, getuigschriften en diploma die de secundaire studies met volledig leerplan bekrachtigen, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 mei 1995, in § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, worden de woorden "vanaf de begindatum tot de einddatum van het schooljaar" vervangen door de woorden "vanaf 1 september tot 30 juni";

2° de leden 2° en 3° worden door de volgende bepalingen vervangen :

« De attesten en getuigschriften zullen de datum van 30 juni dragen, behoudens :

1° wanneer ze uitgereikt worden na de herkansingsproeven; in dat geval zal de datum vermeld op de titel 15 september zijn;

2° wanneer ze uitgereikt worden ter uitvoering van een beslissing van de Raad van beroep ingesteld krachtens het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren; in dat geval zal de datum vermeld op de titel deze zijn van de beslissing van de Raad van beroep. »

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 29. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 30. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 april 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX